



Le texte prononcé fait foi

L'avenir de l'agriculture européenne mise en danger par le grand marchandage de l'OMC!

Discours de John Dupraz

Les défis monumentaux qui nous sont posés à l'échelle du globe exigent des réponses rapides. Ces défis concernent autant le droit à une alimentation suffisante pour chacun, que le développement économique et social de régions entières de notre planète. Plus de 850 millions de personnes souffrent de la faim, bien que le droit à l'alimentation figure explicitement à l'art. 25 de la Déclaration des droits de l'Homme de 1948. Il est primordial, pour l'ensemble de l'humanité, de parvenir à créer des conditions garantissant à chacune et chacun l'accès à la nourriture et à l'eau en qualité et en quantité suffisantes.

Les raisons de la crise alimentaire actuelle sont de nature complexe. La croissance de la population mondiale implique un besoin accru de nourriture. Simultanément, des pertes importantes de récoltes sont survenues en raison de sécheresses, d'inondations et d'autres catastrophes naturelles dans certaines régions. L'évolution climatique récente n'est certainement pas étrangère à cette nouvelle situation. Par ailleurs, le développement économique spectaculaire de quelques pays émergents importants permet à une partie de la population de modifier ses habitudes de consommation. Ils mangent mieux, plus de viandes et de laitages. Cela nécessite plus de surfaces mobilisées pour la production de fourrages. Enfin le développement des biocarburants, certes spectaculaire, mais ne mobilisant que 1,5% des surfaces cultivées au monde, joue également un rôle mineur. D'autre part, la crise boursière a conduit les détenteurs de capitaux à trouver de nouveaux marchés. Ainsi ils se sont rabattus sur les matières premières et les produits agricoles. Cet afflux d'argent provoque une spéculation éhontée sur les denrées alimentaires!

La situation actuelle montre clairement que l'exploitation des ressources et des matières premières a ses limites. L'agriculture et la production de denrées alimentaires ne peuvent pas être comparées aux autres secteurs de l'économie. En effet, l'agriculture est liée au sol et dépend fortement des variations climatiques. Comme elle constitue le pilier de la souveraineté alimentaire, certains dérèglements du marché peuvent avoir des conséquences dramatiques. La crise que nous vivons actuellement démontre cette réalité de façon exemplaire. L'OMC, dans le secteur agricole, est un échec. Il est nécessaire qu'elle revienne à des fondamentaux privilégiant les productions vivrières plutôt que de favoriser exagérément les pays agroexportateurs.

Ces observations faites, un constat limpide s'impose : l'agriculture doit bénéficier de mesures spécifiques dans le cadre des négociations. Les effets de l'Uruguay Round démontrent que la libéralisation des échanges ne contribue pas, et de loin, à résoudre les problèmes d'approvisionnement en nourriture. L'approvisionnement de base des populations ne peut être garanti que par une agriculture de proximité, ce d'autant plus que 90% des produits agricoles sont commercialisés et consommés



dans leur région de production. Pour garantir cette agriculture de proximité, il est important que les exploitations agricoles familiales bénéficient d'investissements leur permettant d'augmenter localement leur production.

Autant en Suisse que dans l'UE, les exigences sociétales en matière d'écologie, de protection des animaux et de sécurité des aliments, ainsi que la réforme de la politique agricole exigent des exploitations agricoles plus de prestations non économiques et de compétitivité sur les marchés. Etant spécifiques à une région ou un pays, ces exigences ne sont ainsi pas compatibles avec le libéralisme engendré par les règles de l'OMC.

Aujourd'hui, pour atteindre les buts assignés à l'agriculture dans l'UE et en Suisse, il faut clairement rejeter le dossier agricole posé sur la table de la négociation à Genève. La FNSEA et l'USP s'engagent avec force pour que la conférence ministérielle prévue fin juillet corrige les excès du libéralisme économique appliqué dogmatiquement à l'agriculture. Bien que nous restions convaincus que le multilatéralisme demeure le meilleur moyen de fixer des règles claires et transparentes en matière d'échanges économiques, il faut que ces dernières permettent la coexistence de différents types d'agriculture : l'agriculture multifonctionnelle et durable pour la Suisse et l'UE, l'agriculture d'exportation (Brésil USA) et l'agriculture vivrière, aujourd'hui totalement négligée (Afrique).

Nous, paysans de Suisse et d'Europe, nous engageons résolument pour un accord international qui permette l'existence des différents types d'agricultures mentionnés ci-dessus. Nous exigeons donc des conditions cadres aptes à soutenir nos efforts.

Je profite encore de l'occasion pour saluer en la personne de mon collègue Lemétayer un ardent défenseur des intérêts de l'agriculture. Je suis convaincu qu'en cette période de présidence française de l'UE, il saura très bien transmettre nos préoccupations communes à M. Sarkozy.